

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 27/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SECME c/o Rio Tinto (SECME usine)
60 avenue Charles de Gaulle, CS 60016
Cedex
92200 Neuilly-sur-Seine

Réf : 2024-050-PR
Code AIOT : 0006601435

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 sur l'ancien dépôt de résidus miniers réalisé de 1961 à 1993 par la société SECME et situé au lieu dit « la Bastide » sur la commune d'Olette. L'inspection a été annoncée le 27/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été programmée afin d'effectuer le récolement de la remise en état du dispositif de collecte des eaux pluviales, suite aux travaux d'aménagement des plateformes en ferme solaire.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SECME c/o Rio Tinto (SECME usine)
- Lieu dit la bastide 66360 Olette
- Code AIOT : 0006601435
- Régime : Autorisation

L'ancienne usine située au lieu-dit « La Bastide » sur le territoire de la commune d'Olette, dont l'activité a démarré en janvier 1961, traitait par flottation le minerai de fluorine extrait principalement de la mine à ciel ouvert d'Escaro.

Par suite de l'épuisement du gisement, cette mine à ciel ouvert a cessé les extractions en mars 1991. Les stocks présents sur le site d'Escaro ont toutefois permis d'alimenter l'usine d'Olette jusqu'en octobre 1993, date à laquelle l'usine a définitivement été arrêtée.

Après avoir été séché et finement broyé (200 microns), le minerai était préparé par ajout d'eau et de réactif (oléate de soude) puis dirigé vers les cellules de flottation.

La flottation permet de séparer les minéraux recherchés, de la gangue de stérile. Cette séparation est rendue possible par l'ajout de réactifs (acides gras, sels d'acides gras, silicate de soude, amidon, huile de pin, soude pour réguler le pH) et en utilisant les propriétés de surface des différents constituants.

A l'issue de cette opération il ressortait :

- x l'écume contenant la fluorine qui était filtrée, séchée puis évacuée,
- x la pulpe stérile, formée des matériaux de la gangue (quartz, schistes et oxydes de fer) finement broyés et d'eau, qui était stockée dans des bassins de décantation.

L'eau récupérée après décantation était réutilisée dans le procédé, la pulpe stérile s'est accumulée dans les bassins au fur et à mesure des années d'activité de l'usine. A la suite de l'arrêt de l'activité de l'usine, les bassins de décantation ont été remis en état.

Ces anciens bassins sont considérés comme des dépôts de déchets industriels et nécessitent une surveillance.

L'arrêté complémentaire du 31 mars 1995 a imposé, dans le cadre de la législation sur les installations classées, le cadre de la surveillance de ces bassins.

Les conditions de surveillance ont été modifiées par les arrêtés complémentaires :

- n° 2011 005-0002 du 05/01/2011 ;
- n° 2017 186-0001 du 05/07/2017.

Enfin l'arrêté n° 2011 005-0003 du 05/01/2011 a prescrit la mise en place de servitude sur ces anciens bassins.

Plus récemment, en décembre 2017, la société SECME a vendu les terrains à la Communauté de Communes Conflent Canigo.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Servitudes-Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 05/01/2011, article 2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort que la conformité relevée lors de l'inspection précédente peut être considérée comme soldée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Servitudes-Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2011, article 2.1
Thème(s) : Autre, Servitudes-Gestion des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 07/12/2023
Prescription contrôlée : <p>D'une manière générale, tout projet d'aménagement à l'intérieur du périmètre des servitudes doit tenir compte de la présence des matériaux fins provenant du traitement du minerai de fluorine et des digues les contenant qui sont réalisées avec ces mêmes matériaux et dont l'intégrité doit être conservée.</p> <p>Toute modification apportée par le propriétaire des terrains au mode d'utilisation du site ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable de la situation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<u>Constats lors du contrôle du 26/06/2023 :</u> <p>Lors de l'inspection du 26/06/2023 il a été constaté que dans le cadre des travaux d'aménagement de la ferme solaire par la SARL KER PARK4, une piste a été créée sur l'emplacement de la noue positionnée en périphérie sud des bassins et servant à canaliser les eaux pluviales.</p> <p>La noue ayant disparu il y a une incertitude sur les conditions de gestion des eaux pluviales internes et externes.</p> <p>Pour mémoire le drainage des eaux de ruissellement a fait l'objet d'une note du centre technique des mines d'Aix-en-Provence du 07/12/1987 ; afin d'éviter un ruissellement sur les talus et une accumulation d'eau sur les dépôts, cette note préconise le profilage des bassins avec une contre-pente vers la base du versant ou les eaux doivent être collectés par un chenal.</p> <p>Le projet de construction de la centrale solaire a fait l'objet d'un permis de construire mais n'a pas donné lieu à un porter à connaissance du préfet par le propriétaire des terrains.</p>
<u>Écart à corriger suite à l'inspection du 28/06/2023 :</u> <p>Les conditions de gestion des eaux pluviales internes et externes doivent être redéfinies par le responsable des anciens bassins miniers.</p> <p>Les ouvrages nécessaires à la gestion des eaux pluviales doivent être restaurés.</p> <p>Le PAC demandé dans le cadre du point de contrôle n°4 doit répondre d'une façon plus générale à la prescription de l'article 2.1. Les conditions de gestion des eaux pluviales, la gestion des terres excavées doivent être abordées.</p>
<u>Réponses de la COMCOM du 18/08/2023 et de l'exploitant du 04/12/2023</u> <p>La COMCOM Conflent Canigo a transmis par courrier du 16/08/2023 le porter à connaissance précisant les travaux envisagés pour la réalisation de la ferme solaire et le détail techniques de la noue à restaurer en bordure sud.</p> <p>La société SECME a transmis en novembre 2023 à la Communauté de Communes et à la SARL KER PARK4 une note hydrique précisant les éléments à respecter pour la restauration des ouvrages nécessaires à la gestion des eaux pluviales par la SARL KER PARK4.</p>
<u>Constat lors du contrôle du 27/03/2024</u> <p>L'inspection rappelle que les obligations du propriétaire et de l'entreprise en charge de la mise en place de la ferme solaire portent sur la remise en état des ouvrages nécessaire à la préservation des anciens dépôts miniers tels qu'ils étaient lors à la vente des terrains et</p>

préalablement à la réalisation des aménagements de la ferme solaire.

En préparation de l'inspection la société SECME a transmis un memorandum technique analysant les travaux de restauration de la noue par la SARL KER PARK4.

Ce memorandum précise que la noue initiale était plutôt assimilée à un point bas topographique, permettant l'évacuation des eaux de surface dans une quantité limitée, au regard de ses faibles dimensions. Cette noue initiale était peu sollicitée (végétation dense et pas de trace de ruissellement).

La SARL KER PARK4 a souhaité conserver la piste au sud pour l'exploitation de la ferme solaire et a créé un fossé d'évacuation le long de cette piste du côté extérieur du site, dimensionné sur la base d'une crue centennale.

La société SECME considère que ce fossé permet de collecter et évacuer une crue décennale tout en formulant quelques réserves :

- vérification du dimensionnement sur tout le linéaire,
- protection du fossé afin de garantir le maintien de la capacité hydraulique sur le long terme, à défaut inspection régulière afin d'identifier l'apparition de signes d'érosion et engager si nécessaire des travaux de restauration

Il ressort de la visite que le fossé restitué par la SARL KER PARK4 à l'issue des travaux d'aménagement de la ferme solaire, a des caractéristiques de collecte et d'évacuation qui apparaissent supérieures à la noue existante avant les travaux.

L'inspection considère les travaux comme étant satisfaisant.

Demande de l'inspection à la suite du constat :

Il appartient à la société SECME de vérifier, si nécessaire, les caractéristiques du fossé et d'inclure dans son programme de surveillance, en lien avec la COMCOM, l'entretien et la vérification du fossé afin d'identifier l'apparition de signes d'érosion et engager si nécessaire des travaux de restauration.

Les conditions d'évacuation des eaux en aval des bassins doivent également être vérifiées.

Type de suites proposées : Sans suites